



Infrastructures TIC: l'épine dorsale d'une économie numérique

La société numérique produit toujours plus de données. Afin que celles-ci puissent circuler de manière rapide, sûre et fiable, il faut des réseaux d'information et de communication performants. Cela nécessite les bonnes incitations en matière d'investissements et de concurrence.

Des données sont générées à presque chaque instant de notre quotidien : que vous visionniez des vidéos en streaming, lisiez le journal sur une tablette, fassiez des achats en ligne ou saisissiez votre déclaration fiscale électronique. Les entreprises aussi génèrent des volumes de données croissants, qu'elles mettent à profit en optimisant des processus, développant de nouveaux modèles d'affaires ou améliorant l'expérience du client.

Le volume des données augmente, et ce de manière exponentielle: à l'échelle mondiale, il double tous les deux ans. En 2020, on estime qu'il atteindra 40 000 exabytes (1 exabyte correspond à un milliard de gigabytes), soit cinq fois plus qu'en 2015.

La société moderne est connectée de façon mobile

Cette évolution n'est pas prête de s'arrêter. D'après la Banque mondiale, 60 % de la population mondiale, soit quelque 4 milliards d'individus, ne disposent pas encore d'un raccordement à Internet. De plus, l'Internet des objets – la connexion croissante des objets physiques via Internet – contribuera aussi à la progression des volumes de données.

La réalité helvétique est bien sûr tout autre. L'Internet est omniprésent: 85% de la population y accède déjà via un smartphone ou une tablette. Les connexions mobiles prennent également de l'ampleur: en 2015, leur volume a doublé.

Les infrastructures de l'information et de la communication sont l'épine dorsale d'une société numérique connectée et moderne. Elles gagnent également en importance en tant que facteur de succès de la place économique. Les capacités doivent donc être développées continuellement.

Comment la Suisse doit-elle se préparer pour l'avenir?

La Suisse est en bonne position pour tirer profit de la transformation numérique. Selon l'OCDE, nous investissons plus, par habitant, dans les infrastructures de télécommunication qu'aucun autre pays. Nous sommes également en tête des classements relatifs au taux de couverture des réseaux à large bande et à leur vitesse.

Afin que le trafic de données soit rapide, sûr et garanti dans toute la Suisse, il importe de veiller aux points suivants:

- Du point de vue de l'économie dans son ensemble, il s'agit avant tout de créer un environnement favorable aux investissements. Parallèlement, il convient d'encourager la concurrence entre les infrastructures, les technologies et les services. Le législateur ferait bien d'y veiller lorsqu'il se penchera sur la révision de la loi sur les télécommunications en 2017. Aux yeux d'economiesuisse, il n'est pas urgent de revoir cette loi, dans la mesure où le cadre légal actuel a produit de bons résultats.
- La desserte de base pour les services de télécommunication fonctionne bien en Suisse. À partir de 2018, le catalogue des prestations entrant dans la desserte de base sera étoffé. Grâce à des offres de qualité sur tout le territoire, la population suisse est certaine de ne pas manquer l'entrée dans l'ère du numérique, que ce soit dans les centres ou hors de ceux-ci.
- Un trafic de données sûr et une protection des données adaptée sont une condition importante pour que le potentiel inhérent au changement technologique puisse être exploité. La garantie de la sécurité des données passe avant tout par une sensibilisation de la population et de l'économie aux risques de sécurité sur Internet. Il appartient cependant également à chacun de gérer des données sensibles de manière responsable.

Le présent article s'inscrit dans notre série sur l'économie numérique. La semaine prochaine, découvrez les conséquences de la numérisation sur la structure de l'économie. Déjà parus:

- «Les données comme vecteur de l'économie numérique» Marlis Henze évoque le cadre légal idéal pour la matière première que sont les données.
- «Des voitures et de l'attractivité de la place économique» dans son blog, Erich Herzog demande plus de latitude pour l'autorégulation internationale.

